



Conférence générale

35^e session, Paris 2009

inf

United Nations
Educational, Scientific and
Cultural Organization

Organisation
des Nations Unies
pour l'éducation,
la science et la culture

Organización
de las Naciones Unidas
para la Educación,
la Ciencia y la Cultura

Организация
Объединенных Наций по
вопросам образования,
науки и культуры

منظمة الأمم المتحدة
للتربية والعلم والثقافة

联合国教育、
科学及文化组织

Document d'information

35 C/INF.3

13 octobre 2009

Original anglais/français

Discours de M. Koïchiro Matsuura, Directeur général de l'UNESCO, en réponse au débat de politique générale 35^e session de la Conférence générale

UNESCO, le 12 octobre 2009

Monsieur le Président de la Conférence générale,
Monsieur le Président du Conseil exécutif,
Excellences,
Mesdames, Messieurs,

Nous entamons la deuxième semaine de la Conférence générale au terme de huit journées intenses. Le rythme de nos travaux est pris, et le ton est donné : la conjoncture mondiale, à bien des égards incertaine et préoccupante, justifie plus que jamais la confiance que nous devons avoir en la permanence de nos valeurs et la pertinence de notre mission.

Ces témoignages de confiance ont été réitérés avec force par les chefs d'État et de gouvernement qui nous ont honorés de leur présence à l'ouverture de la session : le Président du Monténégro, M. Filip Vujanović, dont le pays a rejoint l'Organisation en 2007, et le Premier Ministre de Malaisie, M. Najib Tun Razak, qui a concrétisé son engagement multilatéral en annonçant la création d'un fonds-en-dépôt destiné à renforcer la coopération Sud-Sud dans les domaines éducatif et scientifique.

Le débat de politique générale de cette 35^e session, tenu en présence de près de 3 000 personnes, aura permis à plus de 183 orateurs, dont 139 ministres et vice-ministres, de s'exprimer à cette tribune. Cette participation nombreuse a été aussi encourageante que stimulante, et je voudrais ici féliciter très chaleureusement M. Davidson Hepburn pour le talent avec lequel il a dirigé les débats.

Le Forum ministériel plénier, tenu le 8 octobre, a été marqué par l'intervention du Président Abdullah Gül de Turquie, qui s'est prononcé pour un « multilatéralisme nouveau et revivifié » et un renforcement du rôle de l'UNESCO dans le traitement des multiples défis qui se posent à l'échelle mondiale.

Ce Forum interministériel, au cours duquel près de 80 ministres ont pu dialoguer, a été d'un immense intérêt, et apparaît comme très prometteur. Il nous faudra tirer les leçons de cette expérience afin de continuer d'améliorer le format de ce type de rencontre.

Pour ma part, je retiendrai l'accent mis par les ministres sur le rôle joué par le savoir dans les processus de transformations sociales et politiques. Face à ce qui a été diagnostiqué comme une « crise de la connaissance », nombre d'entre eux ont mis en évidence le rôle qui est attendu de l'UNESCO : une coopération plus étroite avec les institutions supérieures de recherche et d'enseignement, notamment les universités ; l'inclusion systématique des nouvelles technologies de l'information dans les politiques du savoir ; et enfin, le renforcement des capacités des États dans les domaines de l'analyse et de l'évaluation, de la collecte de données statistiques, ainsi que du suivi des politiques nationales.

À la suite du Forum interministériel, plus de 70 ministres et représentants éminents d'organisations multilatérales se sont réunis dans le cadre d'une table ronde pour se livrer à une réflexion prospective sur l'avenir des systèmes éducatifs, tel qu'il se dessine à l'issue de la série de conférences mondiales que l'UNESCO a organisées dans ce domaine au cours de l'exercice biennal écoulé.

Cette après-midi même, une autre table ronde ministérielle se penchera sur la contribution de l'UNESCO à la gouvernance responsable des océans. C'est une première à la Conférence générale, et l'occasion de marquer le 50^e anniversaire de la Commission océanographique intergouvernementale.

Enfin, avant de vous faire part de mes réflexions sur quelques points particuliers qui se sont dégagés du débat de politique générale, permettez-moi de vous dire toute mon émotion et ma gratitude pour les nombreuses expressions d'approbation et de soutien que vous avez eu pour mon action à la tête de cette Organisation au cours des dix dernières années, tant au niveau des programmes que de la gestion.

Ma détermination à remplir la mission que vous m'avez confiée n'a jamais fléchi, et il est gratifiant de vous entendre encourager l'Organisation à poursuivre dans la voie de la continuité. Je suis certain que mon successeur portera une attention particulière à votre message.

Monsieur le Président,

Cette Conférence générale a lieu dans un contexte de crises mondiales multiples. Comme vous l'avez tous souligné, ceci rend le travail de l'UNESCO d'autant plus pertinent et plus important que jamais. Les États membres ont vraiment confiance dans l'aptitude de l'UNESCO à montrer la voie pour sortir de cette période d'incertitude sans précédent et à aider notre monde à devenir plus inclusif et plus durable. Nous avons une énorme responsabilité face à ces attentes.

Permettez-moi de citer cinq grandes conclusions que j'ai tirées de vos interventions.

La première conclusion – et le principal message du Forum ministériel de jeudi dernier – est qu'il convient de mettre l'accent sur le soutien aux secteurs sociaux, aussi bien pour sortir de la crise économique actuelle que pour assurer un développement plus équitable et durable à long terme.

Vous avez souligné à quel point il était important d'investir dans la science pour accélérer la croissance et trouver des solutions aux défis posés par le développement. Vous avez évoqué comment la promotion de la culture pouvait renforcer les sociétés et susciter la confiance et la créativité nécessaires pour forger un avenir meilleur. Surtout, vous avez réaffirmé le caractère central de l'éducation pour tous les aspects du développement humain.

Le Président de la Turquie, M. Abdullah Gül, a exprimé l'opinion de tous les participants lorsqu'il a déclaré que « jamais dans l'histoire, il n'avait été aussi urgent d'investir dans l'éducation ».

La semaine dernière, des ministres d'États membres en développement ont décrit les mesures courageuses qu'ils prenaient pour protéger les budgets alloués à l'éducation et continuer à progresser vers l'Éducation pour tous. Je note en particulier les efforts considérables de nombreux pays pour sauvegarder les droits des filles, qui sont habituellement les premières, dans les temps difficiles, à être retirées de l'école et forcées à travailler.

Le niveau de l'engagement national en faveur de l'éducation est très encourageant. Toutefois, de nombreux pays à faible revenu n'ont pas les moyens financiers nécessaires pour agir seuls. Pour pouvoir assurer l'expansion d'une éducation de qualité, ils ont besoin d'une assistance extérieure.

Je suis heureux d'apprendre que certains donateurs traditionnels ont promis d'accroître leur aide à l'enseignement de base et que de nouveaux donateurs se manifestent. Toutefois, bien d'autres pays devront accroître leur aide au développement si l'on veut que les objectifs en matière d'éducation soient atteints.

La table ronde ministérielle de la semaine dernière sur l'éducation a mis en lumière plusieurs des préoccupations récurrentes formulées au cours du débat de politique générale, notamment la question de savoir comment rendre le système éducatif plus efficace et mieux ciblé sur les nouvelles réalités créées par la crise.

La première préoccupation évoquée par les ministres concerne la nécessité de renforcer les liens entre le monde éducatif et le monde du travail. Ceci est particulièrement important aujourd'hui, où les marchés du travail sont en plein bouleversement et où le chômage des jeunes ne cesse de s'accroître. De nombreux orateurs ont lancé un appel en faveur d'une amélioration radicale de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels, de façon à aider les jeunes à trouver des emplois et à multiplier les possibilités de formation tout au long de la vie.

La récente adoption par l'UNESCO d'une nouvelle stratégie en matière d'enseignement et de formation techniques et professionnels est donc la bienvenue. Le secteur de l'éducation donnera la priorité absolue à sa mise en œuvre dans son programme de travail.

La deuxième préoccupation a trait à la qualité de l'éducation. Aujourd'hui, l'éducation doit encourager l'esprit critique et des attitudes plus analytiques et plus curieuses. Il ne suffit pas que les étudiants acquièrent des connaissances ; ils doivent apprendre à les appliquer dans un monde complexe et changeant.

De nombreux ministres ont mis en exergue le rôle que peuvent jouer les nouvelles technologies pour créer un environnement d'apprentissage plus dynamique et interactif. L'UNESCO met à nouveau l'accent sur cet aspect, en cherchant à améliorer les méthodes de formation des enseignants, de façon que ces derniers transfèrent effectivement aux étudiants les compétences dont ils ont besoin pour réussir.

La troisième préoccupation est liée au manque de capacités en matière d'éducation scientifique. Cette lacune a de sérieuses incidences sur la croissance économique et le développement du pays. De nombreux ministres ont évoqué des pénuries aiguës d'enseignants qualifiés dans les domaines scientifiques et le fait que trop peu d'enfants, et en particulier trop peu de filles, ont envie de devenir des scientifiques.

À présent, permettez-moi de revenir à ce que j'ai indiqué dans mon allocution d'ouverture à propos du Prix L'Oréal-UNESCO pour les femmes et la science et de la façon dont il encourageait les jeunes filles à suivre une carrière scientifique et à atteindre l'excellence. Je suis fier d'annoncer que ce n'est pas une, comme je l'ai dit mardi dernier, mais bien deux anciennes lauréates qui ont reçu le Prix Nobel cette année, respectivement en chimie et en médecine. J'espère que ces exemples de réussite inciteront d'autres talentueuses jeunes femmes à se lancer en quête de découvertes et d'innovations scientifiques.

Quatrièmement, enfin, les ministres ont mis l'accent sur le rôle éthique crucial que joue l'éducation dans la promotion des valeurs attachées aux droits de l'homme ainsi qu'au respect d'autrui et du monde qui est le nôtre.

C'est ce que l'UNESCO s'efforce de faire valoir à travers son rôle de chef de file de la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. La Décennie met en avant un modèle de développement fondé sur une relation différente avec la nature, les individus et la société – une relation de co-dépendance qui appelle chacun d'entre nous à cultiver un certain sens des responsabilités pour tous ses actes.

Alors que nous allons entrer dans la seconde moitié de la Décennie, l'UNESCO s'attachera à aider les pays à intégrer la notion du développement durable dans leurs politiques, plans et programmes éducatifs.

Le changement climatique planétaire, et l'augmentation du nombre des autres menaces environnementales, donne un nouveau caractère d'urgence à l'action menée par l'UNESCO au titre de la Décennie, de même qu'à de nombreux autres aspects de nos activités.

Monsieur le Président,

Voilà qui m'amène au deuxième message clé : l'UNESCO peut et doit faire davantage pour faire face aux effets du changement climatique, notamment pour les États membres les plus exposés.

L'UNESCO s'emploie déjà à protéger les petits États insulaires en développement et les villes côtières du phénomène d'élévation du niveau de la mer qu'entraîne le changement climatique. C'est d'ailleurs l'une des questions que nous aborderons lors de la Table ronde sur les océans qui débute aujourd'hui.

Il est évident que nous devons faire un effort particulier pour préserver la santé des océans, qui absorbent une bonne partie de l'excédent de carbone généré par les activités humaines. La COI coordonne la collecte en temps réel des observations de l'océan qui fournissent des données essentielles pour améliorer notre connaissance du changement climatique et en gérer les effets.

Beaucoup d'entre vous avez insisté sur les effets dévastateurs des catastrophes naturelles, dont l'ampleur et le nombre augmentent du fait du changement climatique. La preuve en a récemment été faite avec les inondations considérables provoquées par le typhon Ketsana aux Philippines. Le tsunami survenu dans l'océan Pacifique, qui a frappé les Tonga, le Samoa et les Samoa américaines, est un autre phénomène extrême qui souligne la nécessité pour les États membres d'améliorer leur préparation aux catastrophes naturelles et de renforcer leurs capacités d'en atténuer les effets. L'UNESCO continuera de prêter son concours aux États membres dans ces domaines. Il est primordial d'accroître la sensibilisation et la préparation des populations locales.

Nombre d'entre vous avez également plaidé pour une approche holistique et à long terme du changement climatique. Nous savons en effet que le changement climatique ne nous affectera pas seulement nous, mais également les générations à venir. À mesure que les effets du changement climatique s'aggraveront, le monde devra faire face à des problèmes d'une nature toujours plus complexe, non seulement du point de vue scientifique, mais aussi sur les plans social, éthique et politique.

Il est donc essentiel que nous préparions le terrain pour que les générations futures puissent comprendre et relever efficacement ce défi. Comme je l'ai dit, l'UNESCO aide déjà les pays à intégrer les questions relatives au changement climatique dans les programmes d'enseignement et d'apprentissage tout au long de la vie. Nous travaillons en collaboration avec les médias pour sensibiliser le public au changement climatique et encourager un débat fondé sur des éléments concrets. Nous nous efforçons également de promouvoir une meilleure compréhension et gestion des impacts sociaux du changement climatique – grâce, par exemple, à notre action dans les

domaines des migrations et du développement urbain durable. Ainsi qu'il ressort de vos interventions, cette tâche est appelée à revêtir une importance croissante à l'avenir.

J'ai pris note du soutien vigoureux que beaucoup d'entre vous avez apporté à l'idée d'élaborer le Projet de déclaration universelle de principes éthiques en rapport avec le changement climatique proposé par la COMEST. J'espère un débat constructif autour de l'examen de la résolution proposée lors de la réunion conjointe des Commissions SC et SHS.

Étant donné la nature des problèmes que pose le changement climatique, l'éthique est une composante essentielle de l'évaluation des risques, vulnérabilités et réponses éventuelles. Une déclaration de principes éthiques pourrait permettre à la communauté internationale d'apporter une réponse globale au changement climatique et de répondre aux besoins spéciaux des pays – plus exposés à ses effets.

Il ne fait aucun doute que cette question entre dans les attributions de l'UNESCO, et je suis certain que cette proposition ne viendra en aucun cas interférer avec les négociations de Copenhague.

Monsieur le Président,

Un troisième enjeu décisif auquel vous avez été nombreux à faire référence est la priorité que l'UNESCO se doit d'accorder aux populations les plus pauvres et vulnérables, notamment dans les pays frappés par la crise mondiale actuelle. J'ai été très sensible à l'éloquente intervention du Président de la Conférence générale, M. Davidson Hepburn, sur ce sujet, et tiens à vous assurer que cette préoccupation est la nôtre.

Le choix de l'Afrique et de l'égalité entre les sexes comme priorités globales dans le projet de prochain 35 C/5 répond à cet objectif, en orientant toute notre action sur la lutte contre la pauvreté et les disparités, ainsi que le renforcement des capacités aux niveaux national et régional.

Au-delà, nous avons volontairement choisi de mettre dans le prochain biennium l'accent sur des actions plus ciblées au profit de la jeunesse, des pays les moins avancés et des petits États insulaires en développement. En ciblant davantage notre action sur les plus démunis, je sais que nous gagnerons en impact. C'est notamment pour répondre à cette exigence que dans le domaine de l'éducation, nous renforcerons dans le prochain biennium notre assistance financière à 20 pays cibles, notamment en Afrique, qui risquent le plus de ne pas atteindre les objectifs de l'EPT d'ici à 2015.

Beaucoup reste à faire, et nous pourrions nous inspirer des recommandations fortes issues notamment du Forum sur la jeunesse, appelant à davantage d'efforts en matière d'éducation inclusive. À cet égard, je suis pleinement d'accord avec les ministres qui ont appelé l'UNESCO à faire de la jeunesse l'une des questions stratégiques décisives dans les années à venir.

Les pays les plus fragiles, sont aussi, comme vous l'avez souvent souligné, les pays en situation de post-conflit et post-désastre. J'ai été conforté par l'appui sans réserves que vous avez apporté à l'action menée depuis quelques années par l'UNESCO dans ce domaine. Je pense par exemple à l'intervention du représentant de Côte d'Ivoire, qui a évoqué avec satisfaction les effets concrets de notre programme global d'appui spécial post-conflit dans son pays.

L'intervention de Sheikha Mozah bint Nasser al Missned, Première Dame du Qatar, soulignant le rôle décisif que jouent notamment l'éducation et la culture dans les processus de réconciliation et de reconstruction, a été, à cet égard, très stimulante et encourageante. C'est ce défi que nous essayons de relever, avec son appui précieux, en Iraq, dans la bande de Gaza et dans d'autres régions.

De fait, les perceptions ont radicalement changé au cours de cette décennie, et je suis conforté de voir que l'éducation de qualité, le patrimoine culturel, la formation des journalistes, par exemple,

sont aujourd'hui reconnus par nos partenaires et un nombre croissant d'États membres comme des priorités humanitaires.

Rétablir les fils du dialogue est le premier chemin de la paix et du développement. Vous comprendrez que l'actualité des derniers jours m'incite aujourd'hui à évoquer plus spécialement le cas de la Vieille Ville de Jérusalem. Malgré la situation tendue qui prévaut ces jours-ci sur le terrain, je veux dire ici que dans le cadre des compétences de l'UNESCO, notre objectif inlassable restera, en concertation étroite et constante avec toutes les parties concernées, d'œuvrer à la sauvegarde de l'intégrité et de l'authenticité de ce site, reconnu et admiré pour sa valeur universelle.

Monsieur le Président,

La quatrième conclusion que j'ai tirée des débats de la semaine dernière est que la conception de l'UNESCO concernant le rôle central de la culture dans le développement humain et la paix est vraiment arrivée à maturité.

De nombreux intervenants, dont les présidents du Monténégro et de la Turquie, le Premier Ministre de la Malaisie et des délégués du Forum des jeunes, ont attesté les innombrables façons dont la culture participe au développement, favorisant l'innovation et allant jusqu'à générer des revenus et des emplois. Plusieurs thèmes sont ressortis des discussions.

Le premier touche à l'importance du cadre exhaustif de conventions se renforçant mutuellement dont dispose l'UNESCO dans le domaine de la culture et qui vise à promouvoir la diversité de toutes les expressions culturelles et à intégrer la culture dans les stratégies de développement nationales.

Afin d'aider les États membres en la matière, l'UNESCO doit relever le défi consistant à accroître ses activités de renforcement des capacités et de conseils techniques spécialisés. Je suis convaincu que les centres de catégorie 2 s'occupant de la culture, de plus en plus nombreux, seront de précieux partenaires à cet égard.

De toute évidence, cela rend plus décisive encore l'intégration de la culture dans l'aide au développement, y compris les exercices de programmation commune par pays des équipes de pays des Nations Unies.

Je reste toutefois conscient du travail qu'il reste à accomplir pour optimiser la mise en œuvre et les synergies des conventions de l'UNESCO, plus particulièrement celles de 1972, 2003 et 2005. Je note qu'un certain nombre d'États membres ont fait état de la nécessité de renforcer leurs secrétariats respectifs et d'apporter un soutien financier à leurs fonds volontaires spécialisés, afin qu'elles puissent pleinement répondre à vos attentes.

Le deuxième thème concerne l'affirmation de la nécessité de promouvoir la cohésion sociale, particulièrement en période de crise et de bouleversement, ainsi que le lien indestructible entre le dialogue et le respect de la diversité.

La Gouverneure générale du Canada a exprimé cette idée de manière très éloquente. Je la cite : « ...l'incompréhension, l'exclusion et la violence, toujours injustifiées, sont le résultat de dialogues qui n'ont jamais eu lieu et de débat d'idées qui sont restées lettres mortes... C'est la différence des cultures qui fait de leur rencontre une source inépuisable de renouvellement et qui définit le génie humain ».

Vous avez également souligné l'importance du rôle de l'UNESCO dans la promotion du dialogue interconfessionnel et interreligieux, notamment chez les jeunes. J'ai abordé ce thème en juillet avec Sa Sainteté le Patriarche de Moscou et de toute la Russie et d'autres éminents chefs religieux de nombreuses parties du monde. Il faut continuer d'encourager cette action dans le cadre de l'Année internationale du rapprochement des cultures en 2010, pour laquelle l'UNESCO

s'est vu confier un rôle moteur. De fait, je note avec satisfaction que plusieurs ministres ont signifié leur intention d'agir à cette fin.

2010 nous offre une occasion unique de mettre en évidence le mandat de l'UNESCO consistant à promouvoir l'unité par la diversité, en partenariat avec toutes les parties prenantes, y compris l'Alliance des civilisations.

À ce sujet, permettez-moi également de dire combien je me réjouis de l'enthousiasme avec lequel les pays d'Europe du Sud-Est ont décidé de poursuivre les sommets régionaux annuels des chefs d'État. Je tiens à exprimer tout particulièrement ma gratitude au Président Gül de Turquie, qui a offert d'accueillir la réunion de l'année prochaine autour du thème « La musique comme métaphore du dialogue culturel ».

Un dernier mais très puissant message a été formulé, puisqu'il a été affirmé sans réserve que la diversité culturelle contribuait à l'exercice effectif des droits de l'homme et de la gouvernance démocratique ; le droit de chaque individu d'exprimer son opinion dans des conditions d'égalité avec les autres.

Il s'agit là d'un message clé de la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle de 2001. C'est également un fil essentiel qui parcourt tout le Rapport mondial intitulé *Investir dans la diversité culturelle et le dialogue interculturel*, que je présenterai la semaine prochaine.

Avant de clore la question de la diversité culturelle, je tiens à vous dire que je suis au courant des divergences de vues qui sont apparues au sujet du Projet de déclaration de principes concernant les objets culturels déplacés en relation avec la Seconde Guerre mondiale. Je suis profondément conscient du caractère délicat de ce sujet, qui a fait l'objet de longues discussions depuis 2006, mais tiens à vous dire que je suis sincèrement convaincu que le consensus est le meilleur moyen de régler cette question. Permettez-moi donc d'encourager toutes les parties de faire tout leur possible à cette fin.

Monsieur le Président,

Je terminerai sur un cinquième point, qui a été au centre de vos interventions : celui de la nécessaire revitalisation, pour poser les bases d'une croissance plus durable et inclusive, de la coopération internationale.

L'attribution vendredi dernier au Président Barack Obama du Prix Nobel de la paix « pour ses efforts extraordinaires en vue de renforcer la diplomatie internationale et la coopération entre les peuples » est à voir comme un symbole d'espoir, en ce qu'il rend honneur aux vertus du multilatéralisme et à ceux qui sont engagés, partout dans le monde, dans la recherche inlassable du dialogue et de la paix.

Un tel message rejaillit sur notre Organisation, dont le rôle principal reste plus que jamais, comme vous l'avez abondamment souligné, de construire des dialogues durables au service d'une paix juste.

Comme nombre d'entre vous l'ont souligné, la coopération internationale doit servir la solidarité et la réduction des écarts entre le Sud et le Nord. Nous devons poursuivre nos efforts avec le soutien de la communauté internationale, car les attentes sont immenses dans les pays en développement. Je pense notamment au continent africain, où il est indispensable que les donateurs honorent les engagements pris au Sommet de Gleneagles en 2005 et aillent même au-delà. Répétons-le encore une fois, aucun pays ne devra voir ses efforts pour réaliser les objectifs de l'EPT contrecarrés par manque de ressources.

Bien sûr, la mobilisation de ressources financières est une part importante du plaidoyer que doit mener l'UNESCO auprès des partenaires du développement. Mais la question du financement

n'est qu'une partie de la solution. Il s'agit aussi de penser les modalités de notre présence sur le terrain et notre capacité à travailler en coopération étroite avec tous nos partenaires.

J'ai ainsi noté avec un très grand intérêt la part grandissante que vous accordiez dans vos allocutions à la nécessaire présence de l'UNESCO au niveau des pays. Comme vous, je pense que cette présence doit être accrue, aux côtés des équipes de pays des Nations Unies, car elle est le pendant indispensable de notre mandat global. Trouver le juste équilibre entre ces deux niveaux de responsabilité et d'action, tout en tenant compte des évolutions de la réforme du système des Nations Unies, sera le grand défi des années à venir.

Comme je le souligne souvent, l'UNESCO ne pourra réussir seule. Fort heureusement, elle dispose aujourd'hui d'un socle incomparable de partenaires, publics et privés, qu'elle peut mobiliser efficacement au service des États membres.

Lors du Forum des partenaires, ces derniers ont également appelé à inscrire leur action dans le cadre de la réforme des Nations Unies et à développer de nouvelles synergies entre leurs différents réseaux, notamment au niveau local. Ce message est très encourageant.

Je suis intimement convaincu que l'UNESCO, dans sa bataille pour un meilleur partage des savoirs, devra effectivement s'appuyer efficacement sur ses différents réseaux d'expertise, de savoir et de connaissance. Ces réseaux, soulignons-le encore, ne doivent pas être perçus comme de simples modalités d'action, mais bien au contraire, comme des instruments décisifs de coopération, permettant l'émergence de véritables sociétés du savoir, démocratiques, pluralistes et inclusives.

Monsieur le Président,

Au cours de la semaine qui s'est écoulée, de hauts représentants des gouvernements du monde entier ont pris la parole pour exprimer les préoccupations et aspirations de leur peuple concernant un monde plus juste et plus équitable. Ils ont ainsi réaffirmé la vitalité et l'importance pérenne des actions menées en leur nom par l'UNESCO. Soyez assurés que le Secrétariat continuera d'aspirer à l'excellence en répondant à ces attentes.

Je suis persuadé que les nombreuses et riches idées et perspectives évoquées durant ce débat de politique générale orienteront les travaux des commissions spécialisées pendant les semaines à venir, ainsi que l'action de l'UNESCO au cours des deux prochaines années. Je suivrai les délibérations des commissions de très près, et espère bien m'adresser de nouveau à vous en plénière une fois que les commissions auront terminé leurs travaux.

En conclusion, permettez-moi de vous faire part de ma profonde conviction qu'il faut aujourd'hui, plus que jamais, se tourner résolument vers l'avenir et renforcer les liens qui nous unissent moyennant une plus grande solidarité mondiale. Il n'a jamais fallu investir autant dans l'éducation, les sciences, la culture et la communication. On n'a jamais eu autant besoin de l'UNESCO.

Merci beaucoup pour votre attention.